



Programme pilote de sécurité physique
et gestion des stocks du SLAM

ACTION CONTRE LES MINES ET RÉDUCTION DE LA VIOLENCE ARMÉE



Côte d'Ivoire

ÉTUDE DE CAS | SEPTEMBRE 2012

CIDHG | GICHD



Le Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG), **organisation internationale spécialisée**, enregistrée en tant que fondation à but non lucratif en Suisse, œuvre à **l'élimination** des mines, des restes explosifs de guerre et autres engins explosifs, tels que les stocks de munitions dangereuses. Le CIDHG apporte des **conseils** et un soutien au développement des capacités, entreprend des recherches appliquées, diffuse des connaissances et des meilleures pratiques et élabore des **normes**. Par son travail, en **coopération** avec ses partenaires, le CIDHG permet aux autorités nationales et locales des **pays touchés par les mines de planifier, coordonner, mettre en place, superviser et évaluer** des programmes d'action contre les mines de manière efficace, efficiente et sûre, et d'appliquer la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, la Convention sur les armes à sous-munitions et les autres instruments pertinents du droit international. Le CIDHG est attaché aux principes humanitaires **d'impartialité, de neutralité, d'humanité et d'indépendance**.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	4
CONTEXTE DE TRAVAIL	4
LE RÔLE DU SLAM	5
LE PROGRAMME DE PSSM DE HALO TRUST	6
Phase initiale	7
Évaluations	7
Zone de stockage temporaire des munitions	9
Opérations actuelles du programme	10
Amélioration de la sécurité physique	10
Soutien au désarmement	12
Destruction des armes et des munitions	13
Développement des capacités	14
Gestion de la qualité	15
Gestion de l'information	17
Capacités de HALO Trust	17
Résultats	17
Groupe de travail national sur la PSSM	18
Durabilité	18
La PSSM et ses liens avec la DDR, la RSS et le contrôle des ALPC	19
La DDR	19
La réforme des systèmes de sécurité (RSS)	19
Le contrôle des ALPC	19
ENSEIGNEMENTS TIRÉS	20
ANNEXES	
Annexe 1 Personnalités rencontrées et sites visités	23
Annexe 2 Déclaration de la CEDEAO: extraits se rapportant à la PSSM	24
Annexe 3 Carte des travaux de remise en état réalisés par HALO Trust en Côte d'Ivoire	25
Annexe 4 Documents consultés	26
Annexe 5 Mandat du Groupe de travail sur la PSSM	27 - 28

INTRODUCTION¹

Le Service de lutte antimines des Nations Unies (SLAM) a démarré ses activités en Côte d'Ivoire en mai 2011, à la demande de la Division du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), afin d'entreprendre une étude sur une éventuelle contamination par des mines et des restes explosifs de guerre (REG). Le SLAM a ensuite recouru aux services de l'organisation d'action contre les mines/REG HALO Trust, qui s'est rendue dans plusieurs parties du pays où étaient signalés les combats les plus intenses. HALO Trust a confirmé ne pas avoir trouvé de preuve d'une contamination par les mines² et, à part à Abidjan³, n'avoir détecté qu'une faible contamination par des munitions non explosées (MNE)⁴. Toutefois, il est vite devenu manifeste que la prolifération d'armes et de munitions dangereuses ou insuffisamment sécurisées s'était généralisée. Dans de nombreux cas, les armes et les munitions conservées dans les installations militaires, de la gendarmerie et de la police n'étaient pas adéquatement sécurisées et les magasins d'armes et de munitions avaient fait l'objet d'effractions et de pillages. Les conditions de stockage dans les armureries et les dépôts enfreignaient généralement les normes régionales et internationales applicables en matière de stockage et gestion des armes légères et de petit calibre (ALPC) et des munitions dans des conditions de sécurité.⁵

Le SLAM a alors confié à HALO Trust la tâche d'entreprendre un projet pilote de rénovation des armureries dès les mois de juillet-août 2011. Ce projet a par la suite mené au programme pilote de sécurité physique et de gestion des stocks (*Physical Security and Stockpile Management* ou PSSM) du SLAM, destiné à venir en aide à l'armée, connue sous le nom de Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), à la gendarmerie et à la police. Il s'agit du premier programme de PSSM à grande échelle coordonné par le SLAM et aussi du premier programme de PSSM mis en œuvre par HALO Trust dans un pays dans lequel l'organisation ne dispose pas de programme d'action contre les mines. La présente étude de cas a pour objectif d'examiner les principales composantes du programme pilote de PSSM en Côte d'Ivoire, y compris le rôle du SLAM et de HALO Trust, les principaux enseignements tirés et la manière dont ce programme contribue aux efforts plus larges de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR), de réforme du secteur de la sécurité (RSS) et de contrôle des armes de petit calibre en Côte d'Ivoire.⁶

CONTEXTE DE TRAVAIL

Dès 2002, la Côte d'Ivoire s'est trouvée divisée entre le nord, qui était aux mains des rebelles, et le sud, qui était contrôlé par les forces de l'ancien président Laurent Gbagbo. Les forces armées des deux parties se sont rendues coupables de violations généralisées des droits de l'homme. Elles ont agi en toute impunité, étaient rongées par la corruption, manquaient de ressources et n'avaient pas de comptes à rendre.⁷ En février 2010, le président Gbagbo a dissous le gouvernement et la commission électorale indépendante afin de différer les élections nationales, entraînant des émeutes et des morts. Les élections présidentielles se sont finalement tenues en novembre 2010 et ont été remportées par Allasane Ouattara. Des affrontements ont alors éclaté entre les forces de Gbagbo et celles de Ouattara, qui ont atteint leur point critique en mars 2011. D'après combats ont eu lieu dans des zones civiles telles qu'Abidjan, amenant le Conseil de sécurité de l'ONU à voter une résolution autorisant une intervention destinée à protéger les civils, pour laquelle des forces de l'ONU et des forces françaises ont été déployées.

Au cours des dix dernières années du conflit et en particulier lors du dernier conflit, les armureries et les dépôts de stockage de munitions ont été pillés et endommagés dans tout le pays. Une quantité considérable d'armes et de munitions se trouvent maintenant entre les mains de civils et de milices. Selon le Small Arms Survey, le nombre d'armes illicites en circulation a beaucoup augmenté au cours de la récente crise qu'a connue le pays, et un grand nombre d'armes de petit calibre sont disponibles à la vente sur des marchés illicites

dans toute la Côte d'Ivoire, y compris des armes militaires et artisanales.⁸ Les principales institutions chargées d'assurer la sécurité en Côte d'Ivoire sont les FRCI, la gendarmerie et la police. La police est une force civile relevant du ministère de l'Intérieur et n'est généralement présente que dans les zones urbaines, tandis que la gendarmerie est un corps militaire qui dépend du ministère de la Défense et qui opère essentiellement dans les zones rurales. Par le passé, chaque organe disposait de types d'armes différentes, mais ce n'est plus le cas. La crise politique a conduit à une déstabilisation globale du secteur de la sécurité, qui a érodé la capacité, la discipline et le professionnalisme de toutes les forces et renforcé le manque de confiance général de la population envers ces institutions.⁹

LE RÔLE DU SLAM

Après la récente crise, l'ONU a reçu des rapports faisant état de la présence de mines le long de la ligne de confiance qui avait divisé le nord et le sud du pays, séparant les forces d'Allasane Outtara de celles de Laurent Gbagbo, l'ancien président. Le chef de la Division DDR de l'ONUCI a demandé l'aide du SLAM pour confirmer la présence ou l'absence d'une contamination par les mines et REG. Le SLAM a immédiatement réagi en envoyant sur place un conseiller technique dans les jours qui ont suivi. Le SLAM a soumis une demande de neutralisation et destruction des explosifs (NEDEX) à la Swedish Civil Contingencies Agency (MSB) et a mandaté HALO Trust¹⁰ pour qu'elle lui apporte son concours.

Les équipes NEDEX d'intervention d'urgence ont découvert une importante contamination par des MNE et des engins explosifs improvisés (EEI) à Abidjan, mais aucune mine, ni à Abidjan ni dans le reste du pays. Pour traiter la contamination, le SLAM a mis en place une équipe composée de l'ONUCI, de la gendarmerie, de MSB et des FRCI. MSB a dispensé une formation à la dépollution de champ de bataille (DCB) à une équipe de 100 membres des FRCI et de la gendarmerie et a démarré une DCB d'urgence. Entre avril et novembre 2011, les opérations de DCB ont permis de dépolluer environ 90 pour cent de la ville d'Abidjan. Un système d'intervention rapide a été mis en place.¹¹

L'évaluation initiale a mis en lumière la présence d'engins non explosés et abandonnés et des cas de pillage d'armes et de munitions dans les dépôts et armureries des FRCI, de la gendarmerie et de la police. La Division DDR de l'ONUCI a alors demandé au SLAM de mettre en place une équipe qui serait chargée de la sécurité du stockage des munitions. Un programme d'action contre les mines relevant de la Division DDR-RSS a été établi au titre de la résolution S/RES/2000 (2011) du Conseil de sécurité de l'ONU, afin de promouvoir la "protection et la sécurité" en vue de la stabilisation et de la reconstruction du pays. La résolution du Conseil de sécurité précise que le mandat de l'ONUCI inclut, entre autres, la fourniture d'un appui à la collecte et à l'élimination, à l'enregistrement et au stockage en lieu sûr des ALPC, ainsi qu'au désarmement civil.¹²

Parmi d'autres activités, le programme du SLAM soutient le développement d'une capacité nationale de gestion des stocks d'armes et de munitions par le biais:

1. D'une réhabilitation et rénovation des infrastructures (salles de stockage de munitions prêtes à servir, armureries et zones de stockage de munitions);
2. De l'offre d'une formation technique à la gestion des stocks de munitions;
3. De l'élaboration de normes nationales en matière de gestion des stocks de munitions.

En particulier, le SLAM assume, entre autres responsabilités, celles:

- > d'attribuer et hiérarchiser toutes les activités;
- > de coopérer avec le Groupe de travail technique sur la sécurité physique et la gestion des stocks (PSSM);

- > de produire un plan opérationnel de PSSM et d'en coordonner la mise en œuvre en collaboration avec les autorités nationales;
- > de faire en sorte que les autorités militaires et civiles prennent en charge toutes les activités, y compris la destruction des mines, des restes explosifs de guerre (REG) et des munitions;
- > de se concerter avec la Division DDR-RSS de l'ONUCI et avec les autres parties prenantes clés;
- > de tenir des registres sur l'état d'avancement des activités de PSSM en Côte d'Ivoire;
- > de tenir des registres sur toutes les mines et REG découverts et détruits.¹³

Traditionnellement, le SLAM fournit une assistance sur la base d'un mandat de maintien de la paix; il peut toutefois également intervenir en vertu d'un mandat de protection sur demande du Coordonnateur humanitaire de l'ONU. La Commission nationale sur les ALPC a approuvé les efforts déployés par le SLAM pour mettre en place la PSSM et a souligné que cette tâche faisait partie des obligations nationales qui incombent à la Côte d'Ivoire au titre de la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur les ALPC.¹⁴

Le budget alloué à la phase initiale du programme de PSSM (2011/2012), d'un montant de 5 millions USD, provenait de la Division DDR de l'ONUCI. Le financement de la période de juillet 2012 à 2013 a été porté à 7,3 millions USD et provient du budget ordinaire de maintien de la paix des Nations Unies. L'augmentation est due en partie à l'inclusion d'un volet de formation et à du personnel supplémentaire fourni par le SLAM. L'équipe du SLAM comprend actuellement six membres recrutés au niveau international (chef de programme, chef de programme adjoint, responsable de la gestion des munitions, responsable de programme, assistant spécialiste de la PSSM et responsable des services de soutien) et trois membres recrutés au niveau national (logistique, administration, chauffeur). Le SLAM a tenté d'établir un programme de PSSM en République démocratique du Congo, mais les progrès ont été lents. Des programmes similaires fonctionnent en Libye, en Somalie et au Congo-Brazzaville. Le SLAM envisage aussi de mettre en place des programmes de PSSM dans d'autres parties d'Afrique de l'Ouest, en fonction des besoins et des demandes d'assistance des autorités nationales. Le SLAM a mené une étude documentaire régionale sur les possibilités d'établir des programmes de PSSM en Afrique de l'Ouest.¹⁵

PROGRAMME DE PSSM DE HALO TRUST

La Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire a pour principal objectif de contribuer à stabiliser les conditions de sécurité, en particulier à Abidjan et dans la partie occidentale du pays, le long de la frontière avec le Libéria. Pour l'aider à atteindre ce but, le SLAM a confié à HALO Trust la tâche de mettre en œuvre un programme de PSSM visant à réduire la menace posée par les armes et munitions non sécurisées présentes dans ces régions et à renforcer la capacité des forces de sécurité à gérer et sécuriser les armes et les munitions.

Le programme de PSSM de HALO Trust est axé autour de trois composantes principales:

- > la sécurité physique des dépôts de stockage de munitions (et l'établissement d'une zone de stockage temporaire des munitions);
- > la contribution au processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) par le biais d'un appui technique en matière de collecte et de destruction des armes et des munitions;
- > le développement de la capacité des autorités nationales (FRCI, gendarmerie et police) à gérer en toute sécurité leurs stocks d'armes, de munitions et d'explosifs.

Les résultats attendus sont les suivants:

1. Amélioration de la protection des civils;
2. Manipulation sécurisée et mise en lieu sûr des armes et munitions dangereuses recueillies lors des opérations de DDR;
3. Renforcement de la capacité nationale à gérer et sécuriser les armes et munitions en Côte d'Ivoire.

Phase initiale

Entre juillet et août 2011, le SLAM a engagé HALO Trust à titre expérimental pour:

- > entreprendre une évaluation nationale des installations de stockage des armes et des munitions du pays en vue d'élaborer un plan pour leur réhabilitation et leur gestion future;¹⁶
- > aider à mettre en lieu sûr et protéger les munitions en établissant une zone de stockage temporaire où garder les munitions non sécurisées ou dangereuses en attendant que soit trouvée une solution à plus long terme;
- > renforcer la sécurité des armes en modernisant deux armureries;¹⁷
- > apporter un soutien technique à la DDR en contribuant aux activités de désarmement et en évaluant les installations de stockage de munitions et d'armes.

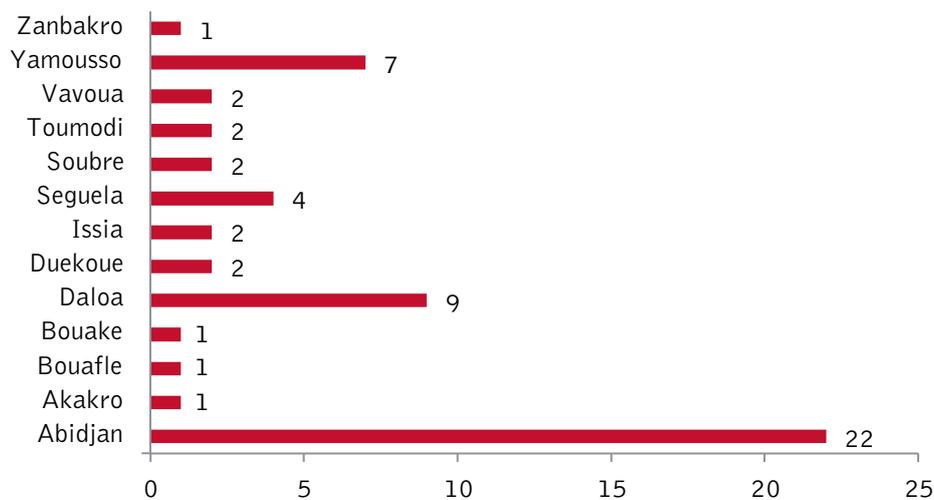
Le but de la zone de stockage temporaire était d'abriter les munitions dangereuses¹⁸ et les armes et munitions recueillies à l'occasion d'initiatives de désarmement volontaire nées lors des travaux de remise en état.



Évaluations

En réponse à une demande du SLAM, HALO Trust a entrepris une enquête plus vaste dans tout le pays, qui s'est principalement intéressée aux régions du centre et de l'ouest. Bien qu'elle ait été mandatée pour évaluer 30 installations de stockage, HALO Trust est parvenue à réaliser 56 évaluations entre octobre 2011 et la fin de juin 2012. HALO Trust communique les résultats de chaque évaluation dans un rapport formel qui donne des renseignements détaillés sur la situation, et elle formule des recommandations concernant le travail de remise en état nécessaire. Sur la base des évaluations, le SLAM a identifié 21 tâches de haute priorité (six d'entre elles pour les FRCI, neuf pour la gendarmerie et six pour la police) prévues en 2012-2013.

Figure 1 | Évaluations de la PSSM



Source: SLAM | Juillet 2012

Encadré 1 | HALO Trust | Exemples de questions d'évaluation pour les travaux de remise en état¹⁹

Les évaluations menées par HALO Trust sur chaque site se fondent, entre autres, sur les questions suivantes :

- > **Quel est le résultat désiré sur le site (élimination des munitions, modernisation de l'armurerie ou modernisation de l'installation de stockage des munitions)?**
 - > Cet objectif est-il réaliste/atteignable?
 - > Quels sont les travaux requis?
 - > Un magasin sécurisé est-il disponible?
- > **Critères de stockage des munitions:**
 - > Les munitions sont-elles aptes à être stockées?
 - > L'emballage d'origine est-il intact?
 - > La quantité de stockage envisagée se trouve-t-elle dans les limites de stockage d'explosifs autorisées du bâtiment?
 - > Quelle est la distance jusqu'au bâtiment civil inoccupé le plus proche?
 - > Le magasin est-il apte à recevoir des matières de la division 1.1 de la classification des risques?
- > **Quelles sont les activités requises:**
 - > Dépollution d'urgence
 - > Gros travaux de construction
 - > Utilisation d'engins de terrassement
 - > Débroussaillage
 - > Construction de merlons
 - > Protection des éclairages
 - > Pose d'enduit
 - > Constructions métalliques
 - > Portes de sécurité
 - > Clôtures
 - > Éclairage
 - > Électricité générale
 - > Autres

L'ampleur des tâches évaluées par HALO Trust variait depuis les simples postes de garde jusqu'aux installations de stockage de munitions plus complexes. Selon HALO Trust, les 56 sites nécessitent d'importantes améliorations et, dans certains cas, un site peut comprendre plusieurs installations.²⁰ Par exemple, les évaluations ont révélé que très souvent:

- > les munitions étaient stockées dans des bâtiments qui n'avaient pas été conçus à l'origine pour le stockage des munitions et qui ne répondaient pas aux normes internationales;
- > d'importantes quantités de munitions étaient conservées dans des installations de stockage adéquates, mais dont bon nombre étaient aussi utilisées à d'autres fins, par exemple pour loger le personnel;
- > les distances de sécurité²¹ étaient peu respectées, les munitions étant par exemple stockées à proximité de bâtiments inoccupés ;
- > différents types de munitions étaient souvent stockés ensemble en violation des codes de classification des risques des munitions;
- > certaines munitions étaient en très mauvais état et devaient faire l'objet d'une destruction immédiate;
- > il n'existait pas de registres indiquant l'origine ou retraçant l'historique des munitions.²²

HALO Trust a attiré l'attention sur le risque d'explosion accidentelle en Côte d'Ivoire et a informé le SLAM que les principaux problèmes posés par la gestion des munitions s'articulent comme suit:

1. **“Quelles munitions sont stockées:** certaines des munitions se sont détériorées à un point tel qu'elles doivent être détruites en raison du danger qu'elles représentent.
2. **Comment les munitions sont stockées:** la classification des risques doit être respectée de sorte que les munitions les plus sensibles (fusées) soient conservées à bonne distance des explosifs en masse afin de limiter autant que possible un éventuel incident;
3. **Où les munitions sont stockées:** partout où il existe un risque d'explosion en masse, il faut ménager une zone d'exclusion adaptée, vide de toutes habitations, routes ou infrastructures. Les bâtiments qui, à une époque, ont pu convenir au stockage d'explosifs sont rendus impropres à cet usage par la proximité de nouvelles habitations.”²³

Sur la base des évaluations, HALO Trust est arrivée à la conclusion que sans une amélioration des pratiques de gestion des munitions en Côte d'Ivoire, on peut s'attendre à une explosion accidentelle de l'ampleur de celle qu'a connue récemment le Congo-Brazzaville. HALO Trust a informé le SLAM de la nécessité d'enlever et détruire immédiatement les munitions les plus dégradées afin d'améliorer de manière significative la sécurité globale des conditions de stockage actuelles. L'évaluation a confirmé les recherches entreprises en Côte d'Ivoire par le Small Arms Survey en 2010, qui avaient mis en lumière des pratiques inadéquates de gestion des munitions, un non-respect des règles élémentaires de sécurité et des installations en mauvais état.²⁴

Zone de stockage temporaire des munitions

En raison de l'encombrement que connaissent de nombreuses installations de stockage de munitions et du manque de contrôles, le SLAM a confié à HALO Trust la tâche d'établir une zone de stockage temporaire sécurisée. HALO Trust a choisi le terrain de football du nouveau camp d'Akouédo des FRCI à Abidjan, parce qu'il est situé relativement à l'écart et qu'il offre de bonnes conditions de sécurité. HALO Trust a sécurisé 10 conteneurs d'expédition, dans lesquels les munitions sont stockées selon le principe de la séparation et de l'isolement et dans le respect de la classification générique et de la classification des explosifs. Chaque conteneur est muni d'une liste qui permet d'identifier le type et la quantité de munitions stockées et de suivre les mouvements des munitions qui entrent et sortent du conteneur. Toutes les munitions obsolètes et dégradées seront détruites dès que



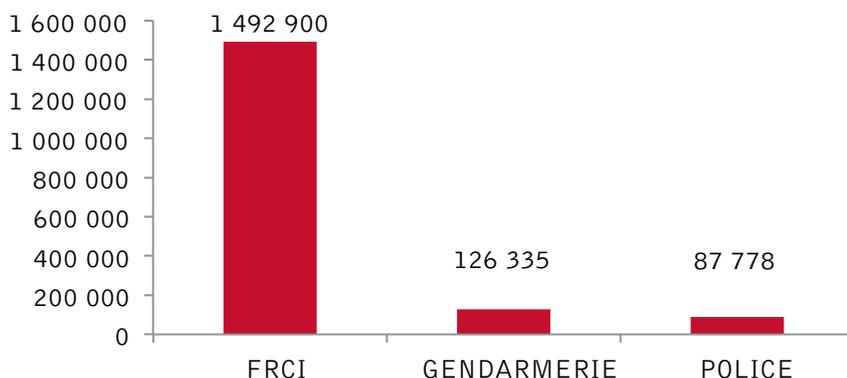
HALO Trust aura identifié un site de destruction central approprié et aura reçu l'autorisation de procéder aux activités de destruction. Les munitions en bon état sont, quant à elles, renvoyées par HALO Trust vers leurs installations d'origine une fois le travail de remise en état terminé.

Opérations actuelles du programme

Amélioration de la sécurité physique

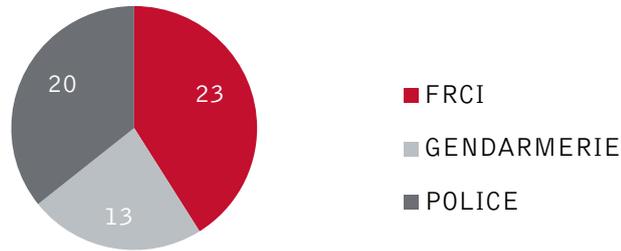
Dans le cadre du suivi des activités entreprises au cours de la phase initiale du soutien en matière de PSSM et aux termes de son contrat avec le SLAM, HALO Trust a mené à bonne fin 56 évaluations des installations de la police, de la gendarmerie et des FRCI entre octobre 2011 et la fin de juin 2012. À la fin du mois de juin, HALO Trust avait terminé la remise en état de 23 sites et elle mène actuellement 18 opérations considérées comme prioritaires par les autorités nationales et le SLAM, parmi lesquelles la rénovation de vastes dépôts de stockage de munitions des FRCI dans l'ancien camp d'Akouédo (à Abidjan), à Douala et à Yamoussoukro.

Figure 2 | Activités de PSSM | Versements de fonds en date de juillet 2012 (par entité, en USD)



Source: SLAM | Juillet 2012

Figure 3 | Évaluations de la PSSM (par entité)



Source: SLAM | Juillet 2012

Encadré 2 | Travail de remise en état de l'ancien camp d'Akouédo

L'ancien camp d'Akouédo est un camp militaire comprenant une enceinte qui a été spécifiquement construite pour stocker les munitions. Le site est situé dans une zone civile, à proximité immédiate d'un hôpital, d'écoles et de logements résidentiels. Une petite explosion s'est produite dans l'un des magasins de munitions en 2011, qui n'a heureusement entraîné ni morts ni blessés et n'a endommagé que le bâtiment; elle a toutefois mis en évidence les mauvaises conditions de stockage et le risque d'explosion accidentelle. Les FRCI y stockent de nombreux types de munitions, y compris des explosifs en vrac, en étant conscients que ce magasin ne convient pas au stockage des matières appartenant à la division 1.1 de la classification des risques. C'est pourquoi la remise en état du dépôt de stockage des munitions des FRCI dans l'ancien camp d'Akouédo constituait une priorité pour les FRCI.

Entre 80 et 100 personnes travailleront à la remise en état du site pendant une période de trois mois, pour un coût d'environ 250 000 USD. Cette remise à neuf s'appliquera à 20 magasins de munitions, six bâtiments administratifs et plusieurs postes de garde. HALO Trust érigera également une clôture périphérique solide. Une fois les travaux terminés, seules les munitions d'armes de petit calibre et des quantités limitées de grenades à main et autres munitions de petites dimensions (division 1.2 de la classification des risques) seront stockées dans l'ancien camp d'Akouédo.²⁵



HALO Trust a rédigé un guide détaillé des travaux de remise en état.²⁶ Ce guide doit être utilisé comme un outil visuel offrant des exemples des normes minimales qui devraient être respectées lors des travaux de construction sur les sites du projet. (Pour de plus amples détails, voir la section 4.2.4 sur la gestion de la qualité).

Au cours de la phase initiale, HALO Trust a fait appel à plusieurs sous-traitants de plus petite envergure pour les travaux de remise en état. Toutefois, étant donné le nombre et l'ampleur croissante des tâches prévues, HALO Trust a engagé une société d'ingénieurs-conseils pour préparer les spécifications des diverses activités requises et pour gérer dans son ensemble le processus d'identification des sous-traitants aptes à entreprendre les travaux de construction. Les sites ont été divisés en lots, de façon à permettre aux différentes entreprises de construction de soumettre des offres pour des lots spécifiques. HALO Trust a recruté un expert géomètre diplômé expatrié pour gérer l'intégralité du processus de remise en état en collaboration avec la société d'ingénieurs-conseils, et pour mettre en œuvre une assurance qualité (AQ) et un contrôle qualité (CQ) permettant de garantir que les travaux de construction seront accomplis selon des normes élevées. Le responsable de la gestion des munitions du SLAM mène l'AQ et le CQ externes et vérifie les distances de sécurité.

Figure 4 | Évaluations de la PSSM | Par type



Source: SLAM | Juillet 2012

Les travaux de réhabilitation²⁷ prévus pour la deuxième moitié de 2012 et pour 2013 porteront sur:

- > trois dépôts de munitions nationaux des FRCI représentant un total de 46 magasins de munitions;
- > six magasins de munitions (quatre des FRCI et deux de la gendarmerie);
- > 10 armureries (huit des FRCI et deux de la gendarmerie);
- > 19 salles de stockage de munitions prêtes à servir (13 des FRCI, trois de la gendarmerie et trois de la police).

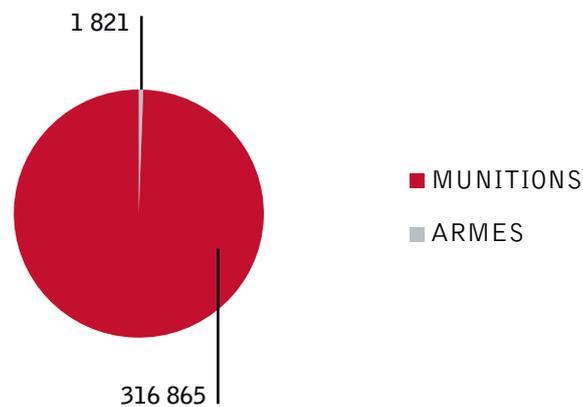
Soutien au désarmement

En préparation d'un éventuel programme de DDR, la Division DDR de l'ONUCI et la Commission nationale sur les ALPC (ComNat-ALPC) ont organisé plusieurs événements de deux jours au cours desquels les civils pouvaient remettre leurs armes et leurs munitions de leur plein gré. Le SLAM et HALO Trust ont apporté leur concours en déployant du personnel qualifié pour vérifier les armes, inspecter et identifier les munitions avant qu'elles soient enregistrées par l'équipe de DDR de l'ONUCI, et pour fournir des conseils en matière de stockage temporaire des armes et des munitions. HALO Trust a également fourni à l'équipe de DDR un guide d'identification des munitions reprenant tous les types de munitions qu'HALO Trust avait rencontrées en Côte d'Ivoire.

L'équipe d'embargo de la Division DDR de l'ONUCI s'est vu octroyer le plein accès aux conteneurs de stockage temporaire abritant toutes les armes et munitions collectées par le biais du désarmement civil volontaire. Les membres de cette section identifient les éléments qui doivent être stockés et vérifient les numéros de série, les numéros de fabrication, l'origine, etc. afin de s'assurer qu'il ne s'agit pas d'armes illicites introduites en fraude en Côte d'Ivoire en violation de l'embargo sur les armes (Résolution 1572 (2004) du Conseil de sécurité). Jusqu'à présent, ils ont identifié plus de munitions suspectes que d'armes et lorsqu'ils trouvent l'un ou l'autre objet qui semble enfreindre l'embargo sur les armes, ils le mettent de côté.²⁸

En raison du pillage généralisé des dépôts de stockage d'armes et de munitions de la police, de la gendarmerie et des FRCI à l'échelle nationale, du manque de confiance en ces institutions clés chargées de la sécurité et du faible nombre d'armes et de munitions récupérées par le biais de la campagne de désarmement civil jusqu'à présent (par exemple, 1 500 ALPC ont été rendues entre octobre 2011 et avril 2012), on pense qu'une importante quantité d'armes et de munitions demeurent entre les mains des civils (et des milices).²⁹

Figure 5 | Collecte des armes et des munitions



Alors qu'un processus formel de DDR s'est déroulé de manière sporadique en Côte d'Ivoire depuis 2004/2005, un nouveau programme de DDR est en train de prendre forme, qui sera mis en œuvre par la Division DDR de l'ONUCI en collaboration avec la ComNat-ALPC. Il est prévu de démobiliser en 2012/2013 environ 24 000 anciens combattants sur un total de 40 000. Toutes les armes et munitions seront stockées dans des installations de stockage temporaire de l'ONUCI. À l'heure actuelle, HALO Trust dispose de six membres du personnel recrutés au niveau national pour appuyer le processus de désarmement de la population civile. Une fois que le processus de DDR formel sera opérationnel, HALO Trust pourra recruter et former des agents supplémentaires.

Destruction des armes et des munitions

En matière de destruction des armes et des munitions, on distingue deux catégories en Côte d'Ivoire:

- 1 | les stocks d'ALPC et de munitions du gouvernement, sous le contrôle du gouvernement (ministère de la Défense);
- 2 | les armes et munitions qui ont été volontairement remises à la mission de maintien de la paix de l'ONUCI lors des événements de désarmement civil volontaire organisés par l'ONUCI et par la ComNat-ALPC.

À la demande du SLAM, HALO Trust a commencé à détruire certaines munitions des stocks du gouvernement, par exemple les roquettes, mais elle ne peut intervenir qu'avec l'accord du ministère de la Défense.

En ce qui concerne les armes et les munitions rendues à la mission de maintien de la paix de l'ONUCI, celles qui n'ont pas été mises de côté par l'équipe d'embargo de l'ONU seront détruites si elles sont obsolètes, dégradées ou devenues inutilisables. Les armes et munitions utilisables seront conservées dans les installations de stockage temporaire jusqu'à ce que les autorités de l'ONUCI les remettent aux FRCI, à la gendarmerie et à la police.⁵⁰ HALO Trust a reçu l'autorisation de détruire les ALPC non utilisables uniquement. En juillet 2012, HALO Trust a détruit 600 ALPC dans le cadre d'un événement de deux jours coordonné par le SLAM et la ComNat-ALPC. Il s'agissait du premier exercice de destruction d'armes depuis la crise qui avait suivi les élections en 2011.⁵¹

HALO Trust dispose de cisailles hydrauliques mobiles qu'elle déploie sur le site des événements de désarmement volontaire afin de détruire les ALPC sur place. Un incinérateur est utilisé pour détruire les munitions d'armes de petit calibre et les munitions dégradées et dangereuses. HALO Trust s'emploie à identifier un site de destruction central adapté à la destruction des munitions à grande échelle.

Développement des capacités

Il ressort clairement des évaluations sur les besoins de formation menées par le SLAM que les armureries des FRCI, de la gendarmerie et de la police souffrent d'un manque de capacités en matière d'identification, de stockage sécurisé et de gestion des munitions. En mai 2012, le SLAM a publié un appel d'offres portant sur la fourniture de services de formation et de surveillance en matière de gestion des munitions et de NEDEX. La société de sécurité privée G4S a remporté l'appel d'offres pour les services de formation et la formation a démarré dans la seconde moitié de 2012. La formation à la gestion des munitions, qui sera probablement dispensée comme une formation à l'intention des formateurs, sera réservée à des membres désignés du personnel des forces de sécurité (c'est-à-dire les FRCI, la gendarmerie, la police et éventuellement les forces aériennes, les forces navales, les douanes et le département des Eaux et Forêts). Cette formation comprendra deux sessions sur la gestion des munitions:

1. La session 2012 permettra de former 10 FRCI et cinq officiers de gendarmerie;
2. La session 2013 permettra de former 10 FRCI et cinq officiers de police.

Chaque session de formation comprendra trois modules:

1. Notions élémentaires de gestion des munitions (trois semaines);
2. Exploitation d'un dépôt (par exemple, procédures opérationnelles permanentes pour l'exploitation d'un dépôt de stockage) (deux semaines);
3. Inspection – Développement d'une capacité d'AQ/CQ interne (deux semaines).

La formation à la NEDEX comprendra également deux sessions, l'une en 2012 et l'autre en 2013, qui seront chacune dispensées à 12 FRCI et huit officiers de gendarmerie pour les niveaux NEDEX 1 et 2. À la fin des deux sessions, cinq étudiants de chaque session seront sélectionnés pour participer à une formation NEDEX de niveau 3.

Gestion de la qualité

Assurance qualité/Contrôle qualité

Jusqu'en mai 2012, le travail de PSSM réalisé par HALO Trust ne faisait l'objet d'aucun processus formel d'AQ/CQ externe, si ce n'est une surveillance ponctuelle de la part du personnel du SLAM. Le SLAM effectuait des visites périodiques afin de contrôler le travail de HALO Trust et se réunissait régulièrement avec HALO Trust afin de faire le point sur l'avancement des travaux. Le SLAM reconnaît toutefois la nécessité d'une AQ/CQ et il a recruté à cet effet un responsable de la gestion des munitions qui est chargé d'élaborer une politique en matière de gestion de la qualité, de mettre au point des procédures de PSSM et d'effectuer l'AQ/CQ externe du travail accompli par HALO Trust. HALO Trust transmet des mises à jour quotidiennes, hebdomadaires et mensuelles au SLAM, et elle communique aussi des mises à jour régulières aux FRCI, à la gendarmerie et à la police. Par ailleurs, les FRCI se rendent régulièrement sur les sites de HALO.



Guides des meilleures pratiques

Le SLAM estime essentiel d'établir un cadre légal pour garantir la durabilité de tout projet de sécurité physique et de gestion des stocks. Sur la base des *International Ammunition Technical Guidelines* ou IATG (directives techniques internationales sur les munitions), HALO Trust et le SLAM ont compilé, en français, des lignes directrices de pratiques exemplaires en matière de gestion des stocks de munitions. Ces dernières doivent servir de base à l'élaboration de normes nationales en matière de PSSM, et de guide de travail pour la conception et la gestion des installations de stockage de munitions. Ce guide a été présenté et distribué aux forces de sécurité nationales lors d'une réunion du Groupe de travail technique sur la PSSM. En parallèle, la ComNat-ALPC est en train de mettre au point un guide sur la gestion des stocks d'armes dans le but de réunir les deux guides en un seul document, qui constituera les normes nationales en matière de gestion des stocks d'armes et de munitions.

Encadré 3 | Exemple de contenu d'un guide des meilleures pratiques de stockage des munitions du SLAM/HALO Trust pour la Côte d'Ivoire³²

Le guide des meilleures pratiques de HALO Trust contient des chapitres spécifiquement consacrés aux points suivants:

- > Critères de sélection des sites de stockage des munitions
 - > Stockage des engins explosifs fondé sur la division de la classification des risques et sur les groupes de compatibilité
 - > Techniques de stockage des munitions
 - > Distances de sécurité
 - > Critères pour la construction des bâtiments de stockage des munitions
 - > Stockage des munitions appartenant à la division des risques de 1.1 à 1.6
 - > Agencement des magasins au sein d'une installation de stockage de munitions
 - > Ouvrages de protection: merlons et traverses
 - > Ventilation
 - > Protection des éclairages
 - > Mesures de sécurité physique et non physique
 - > Prévention des incendies et lutte contre l'incendie dans un complexe de stockage de munitions
 - > Octroi de licences pour dépôt d'explosifs
 - > Plan de sécurité
 - > Vérification et inspection des munitions
 - > Classification des munitions
-

Le cadre de gestion de la qualité utilisé par le SLAM pour le programme est fondé sur les IATG. HALO Trust ne dispose pas en Côte d'Ivoire d'une personne en particulier qui serait responsable de la gestion de la qualité. Tous les membres du personnel de HALO Trust ont la responsabilité de garantir la qualité.

HALO Trust a élaboré un guide pour les travaux de construction et de remise en état qui s'intitule "*A Guide to the Minimum Generic Specifications that are to be used on HALO Project Sites*" (guide des spécifications génériques minimales à respecter sur les sites de projet de HALO Trust). Ce guide est un outil visuel à l'intention des sous-traitants et du directeur de la construction de HALO Trust; il fournit des exemples pratiques des normes minimales à respecter lors des travaux de construction sur les sites de projet de HALO Trust.

Ce guide précise que les travaux de construction de HALO Trust doivent répondre aux critères suivants:

- > **Durabilité** | Tous les ouvrages doivent résister à l'épreuve du temps.
- > **Choix des matériaux** | Les matériaux doivent être résistants et de bonne qualité, sans être haut de gamme ni répondre aux spécifications les plus strictes.
- > **Qualité des finitions** | Toutes les tâches devraient être accomplies selon un bon niveau de finition.
- > **Efficacité** | Le travail devrait être accompli de manière efficace et efficiente, les sous-traitants devraient par exemple éviter d'enlever inutilement les matériaux d'origine.
- > **Achèvement** | Lorsque les travaux de construction sont terminés, les ouvrages devraient être remis dans un état propre, net et ordonné.³⁵

Le guide offre des exemples visuels de pose d'enduit, de murs de blocs de béton, de grillages de sécurisation de plafond, de ventilations, de dispositifs de sécurité pour fenêtres, d'armoires de sécurité pour munitions, de portes blindées, de portes de délivrance, d'ouvertures de délivrance, de verrous et d'aires de déchargement.

Gestion de l'information

Actuellement, le SLAM et HALO Trust utilisent des tableurs Excel pour enregistrer les données liées aux activités de PSSM, par exemple les opérations de collecte d'ALPC ou les plans de rénovation des armureries. HALO Trust transmet des rapports réguliers au SLAM et ces informations sont partagées et vérifiées par le Groupe de travail sur la PSSM. Le SLAM suit les opérations par le biais des rapports hebdomadaires au format Excel transmis par HALO Trust. HALO Trust utilise également des diagrammes de Gantt pour suivre et expliquer l'état d'avancement de chaque activité par rapport au calendrier prévu. HALO Trust participe à des réunions de coordination hebdomadaires avec le SLAM pour rendre compte des progrès accomplis et discuter des plans de travail.

À la suite d'une mission en Côte d'Ivoire effectuée en mai 2012, le CIDHG collabore maintenant avec le SLAM et HALO Trust pour expérimenter l'utilisation d'IMSMA^{NG} dans le programme de PSSM. En juillet, le CIDHG a dispensé à Genève une formation sur mesure à IMSMA^{NG} à l'assistant spécialiste de la PSSM du SLAM afin de faciliter l'adaptation d'IMSMA^{NG} à la PSSM et de contribuer à l'offre d'une formation à l'intention du personnel du SLAM et de HALO Trust en Côte d'Ivoire.

Capacités de HALO Trust

L'équipe de HALO Trust en Côte d'Ivoire est composée de quatre membres du personnel recrutés au niveau international et de 14 membres recrutés au niveau national, dont six ont été formés à l'identification et au transport des armes et des munitions et recevront une formation NEDEX de niveau 3 conforme aux NILAM afin de pouvoir entreprendre des missions de NEDEX pour des engins individuels localisés. Tout au long de ce projet, HALO Trust a maintenu en place au moins un membre du personnel recruté au niveau international au bénéfice d'une qualification NEDEX de niveau 4.

L'un des quatre agents recrutés sur le plan international est un expert géomètre diplômé qui est chargé de gérer la remise en état des grands dépôts de munitions des FRCI, prévue en 2012. Au cours de la première phase de son assistance, HALO Trust a été en mesure de travailler sans l'aide d'un expert de la construction ; toutefois, étant donné l'envergure des futures opérations, elle estime pouvoir grandement bénéficier de l'expertise d'un spécialiste.

Les programmes de PSSM requièrent la présence d'un spécialiste en gestion des munitions, au bénéfice d'une qualification équivalente à celle du *Ammunition Technical Officer (ATO)* britannique (officier technique spécialiste des munitions). Le personnel de HALO Trust recruté sur le plan international a reçu une formation équivalant au minimum à la certification NEDEX de niveau 2 (d'une durée de trois semaines), les autres poursuivent leur formation afin d'améliorer leurs qualifications NEDEX.

RÉSULTATS

Résultats obtenus entre avril 2011 et juillet 2012³⁴:

Évaluations des zones de stockage d'armes et de munitions	56
Travaux de réhabilitation en cours	11
Travaux de réhabilitation tâches achevées	30
Munitions classées et temporairement stockées	40 tonnes
Soutien aux opérations de désarmement	42 opérations
> Y compris la collecte de	1 821 armes
	316 865 munitions

Groupe de travail national sur la PSSM

Le gouvernement de la Côte d'Ivoire et les forces de sécurité reconnaissent les risques que représentent les armes et munitions non sécurisées et les pratiques de gestion des munitions inadéquates, et leur collaboration avec le SLAM et HALO Trust a été globalement positive. En témoigne le fait qu'un groupe de travail sur la PSSM a été mis sur pied, présidé par le chef de la division logistique des FRCI, la ComNat-ALPC faisant office de secrétariat. Ce groupe de travail se réunit chaque mois et compte parmi ses principaux participants la ComNat-ALPC (président), le SLAM (facilitateur), HALO Trust, les FRCI (Division logistique et, souvent, les forces aériennes et les forces navales), la gendarmerie, la police et des représentants des autorités des Eaux et Forêts. Le Groupe de travail sur la PSSM a pour principaux objectifs:

- > de favoriser l'échange sur les meilleures pratiques relatives:
 - > au marquage, à l'inventaire, à l'enregistrement et au stockage des armes et des munitions;
 - > à la sécurité physique des infrastructures de stockage des armes et des munitions (dépôts, armureries et postes de sécurité);
 - > à la gestion des stocks d'armes et de munitions.
- > de planifier et rendre compte des activités du Groupe de travail;
- > d'informer et mobiliser les partenaires internationaux.³⁵

Le projet pilote du SLAM en Côte d'Ivoire est un bon exemple de partenariat réussi avec les autorités nationales, le SLAM et HALO Trust travaillant en étroite collaboration avec les FRCI, la gendarmerie, la police et des représentants des autorités des Eaux et Forêts pour améliorer leurs capacités en matière de PSSM. Au sein de ce groupe de travail, les forces de sécurité définissent leurs propres priorités en termes de travail de réhabilitation et donnent leur avis en ce qui concerne leurs besoins de formation, ce qui permet au SLAM de prendre les mesures adéquates en adaptant son assistance aux priorités nationales.

Durabilité

Il est essentiel d'obtenir le soutien des éléments de rang intermédiaire et supérieur des forces de sécurité et celui du gouvernement dans son ensemble en faveur de pratiques de gestion des munitions conformes aux normes internationales. Au cours de sa troisième année de collaboration, le SLAM mettra l'accent sur la mise en place d'un cadre stratégique visant à consolider cet appui et à assurer la durabilité des investissements consentis jusqu'à présent par le SLAM et par HALO Trust.



La mise à disposition de moyens permettant de renforcer les capacités joue un rôle vital dans la durabilité, et les forces de sécurité ont toutes clairement exprimé leur besoin d'une formation à la gestion des munitions. Il est nécessaire de former les armuriers, les officiers militaires supérieurs, le ministère de la Défense, les responsables des achats et les personnes chargées des dossiers du personnel. S'il convient de cibler en premier lieu les besoins de la haute direction, le SLAM estime que les changements en matière de pratiques de gestion des munitions peuvent aussi être mis en œuvre à partir de la base si les commandants d'unité parviennent à démontrer des résultats à la haute direction.

LA PSSM ET SES LIENS AVEC LA DDR, LA RSS ET LE CONTRÔLE DES ALPC

La DDR

Le processus formel de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) n'est pas encore opérationnel en Côte d'Ivoire. La DDR figure à l'ordre du jour du processus de paix depuis la signature des accords de paix en 2003. Plusieurs tentatives de DDR ont été menées, mais elles ont toutes été ensuite abandonnées. La Division DDR de l'ONU s'emploie à trouver le financement nécessaire à un nouveau processus de DDR. Une stratégie nationale de DDR a bien été élaborée, mais elle n'est pas terminée. Au niveau stratégique, le SLAM a établi et entretient des contacts réguliers avec la Division DDR de l'ONUCI et avec la ComNat-ALPC. Au niveau opérationnel, les équipes de HALO Trust apporteront aux activités de désarmement un concours similaire à celui qu'elles ont fourni aux initiatives de désarmement civil volontaire.

La réforme des systèmes de sécurité (RSS)

Pas plus qu'un processus de DDR, aucun processus formel de RSS n'a encore été mis en place. Le Président Ouattara est maintenant à la tête du ministère de la Défense et met fortement l'accent sur la sécurité du pays. Le gouvernement a établi un Groupe de travail sur la RSS qui fonctionne à trois niveaux:

1. Un comité ministériel et de direction dirigé par le Président;
2. Un comité scientifique (chargé de la mise en oeuvre);
3. Un secrétariat.

Le Groupe de travail sur la RSS prévoit de mettre au point une stratégie nationale de RSS, d'entreprendre une évaluation du secteur de la sécurité et d'élaborer des plans d'action en matière de RSS et de DDR, au cours d'une période de 90 jours. La Division RSS de l'ONU fournit des conseils sur le processus et veillera à ce que les activités de PSSM soient intégrées dans les processus plus larges de la RSS.³⁶

Le contrôle des ALPC

Conformément au Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères, l'Afrique de l'Ouest est liée par la Convention de la CEDEAO sur les ALPC. Ces deux instruments contiennent des dispositions spécifiques qui obligent les États membres à définir une stratégie en matière de gestion des stocks et de sécurité. La Côte d'Ivoire a signé la Convention de la CEDEAO en 2008. Depuis 2004, la Côte d'Ivoire fait l'objet d'un embargo sur les armes de la part des Nations Unies et de l'Union européenne. En avril 2012, l'embargo a été prolongé d'une année. Toutefois, les restrictions ont été levées sur l'offre de formations, de conseils et d'expertise en lien avec les activités de sécurité et les activités militaires.³⁷

La Commission nationale sur les ALPC de la Côte d'Ivoire, la ComNat-ALPC, a été établie en avril 2009, afin d'aider le gouvernement à respecter les obligations qui lui incombent au titre de la Convention de la CEDEAO sur les ALPC, et de coordonner les efforts visant à endiguer l'utilisation illicite et la prolifération des ALPC. L'un des principaux objectifs du Plan d'action national contre les ALPC de la ComNat-ALPC pour 2012-2014 est de renforcer la sécurité physique des stocks d'armes et de munitions et la capacité de gestion des munitions.³⁸ Plusieurs des résultats escomptés sont directement liés au travail entrepris par le SLAM et HALO Trust en collaboration avec les FRCI, la gendarmerie et la police.

Par exemple:

- > entreprendre une évaluation des stocks existants et formuler des recommandations visant à améliorer la sécurité physique;
- > mettre en place un programme visant à construire, réhabiliter et équiper des armureries et dépôts de munitions dans le respect des normes internationales;
- > entreprendre une inspection régulière des sites de stockage;
- > consolider les procédures pour la gestion des munitions;
- > former les armuriers à la gestion des munitions;
- > mettre en place des procédures d'inventaire, d'enregistrement et de marquage systématique des armes et des munitions;
- > développer la capacité nationale de destruction des armes, des munitions et des explosifs;
- > détruire les armes et munitions obsolètes.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Le SLAM et HALO Trust ont tiré de leur expérience avec le programme jusqu'à présent les enseignements suivants:

- > En Côte d'Ivoire, il faut un appui politique pour accéder aux sites, identifier les besoins, réhabiliter ou construire des zones de stockage, détruire des armes et des munitions, etc. C'est pourquoi il est essentiel de travailler en partenariat avec les forces de sécurité. HALO Trust a établi et entretenu des liens étroits avec les FRCI, la gendarmerie et la police, en particulier avec le Colonel Assamoua, Chef de la Division logistique des FRCI. La communication et la coordination fonctionnent bien, ce qui a facilité les opérations de HALO Trust. Le SLAM a joué (avec l'ONUCI) un rôle essentiel en favorisant et en tissant ces relations.
- > Pour autant que les normes techniques de construction applicables soient respectées, n'importe qui peut construire ou réhabiliter une armurerie ou un dépôt de stockage. Il est essentiel de veiller à la durabilité de l'investissement consenti et de mettre en place des systèmes de surveillance afin de garantir l'existence d'une capacité de gestion des munitions. Le travail de réhabilitation doit être accompagné d'un processus de formation afin de mettre en place une capacité durable de gestion des munitions.
- > Le SLAM et HALO Trust sont arrivés en Côte d'Ivoire à la demande de la Division DDR de l'ONUCI et ont établi le programme aux termes du mandat des Nations Unies. Sans une présence et un mandat des Nations Unies liés à la PSSM, il est essentiel de pouvoir faire valoir une demande officielle et un protocole d'entente détaillé entre l'agence de mise en œuvre et les autorités nationales.
- > Le recrutement d'un agent au bénéfice d'une expérience de la construction et de l'arpentage a permis de bénéficier d'une expertise supplémentaire, qui s'est révélée d'une valeur inestimable étant donné l'ampleur des travaux de construction et de remise en état entrepris par HALO Trust en Côte d'Ivoire. De même, il a été utile de confier la gestion des principaux travaux de construction à une importante société d'ingénieurs-conseils, puisque c'est cette dernière qui se chargera des relations avec les différents sous-traitants, réduisant d'autant la nécessité pour HALO Trust d'entrer en contact avec chaque sous-traitant.
- > Il est essentiel, voire même indispensable, de bien comprendre la portée et l'ampleur du problème pour assurer le succès d'un programme de PSSM. Les décisions ne devraient être prises qu'après une évaluation des données pertinentes.
- > Lors de la planification des activités de PSSM, il convient de tenir compte du cadre juridique du pays bénéficiaire de l'assistance.

- > Il importe de mobiliser les acteurs de la sécurité nationaux dans la phase la plus précoce possible du programme afin de créer un environnement propice à la collaboration. L'appui des autorités nationales est une condition préalable pour garantir le succès, la durabilité et le soutien stratégique du programme.
- > Pour être durable, le renforcement des capacités techniques doit être accompagné de réformes institutionnelles plus larges. Si la formation technique et le développement des compétences peuvent être mis en place assez rapidement, l'aménagement d'un cadre institutionnel et organisationnel adéquat ne se fait pas du jour au lendemain.
- > Les directives techniques internationales sur les munitions (IATG) présentent des informations d'intérêt pour les programmes de PSSM, dans un format relativement accessible. Bien que la connaissance des IATG ne soit pas essentielle pour un programme ordinaire d'action contre les mines, elle se révèle absolument indispensable pour le travail de PSSM. Les IATG traitent d'une manière très complète de questions clés telles que les principes de stockage des munitions et des explosifs, la réglementation du transport, la réglementation de la sécurité des explosifs, le calcul des distances de sécurité, etc., et présentent les normes et matériaux requis pour la construction de magasins de munitions et de merlons.

NOTES

- ¹ Cette étude de cas a été rédigée par Sharmala Naidoo (CIDHG) à la suite d'une mission de recherche effectuée en Côte d'Ivoire en mai 2012.
- ² Bien que l'on n'ait pas posé de mines en Côte d'Ivoire, des mines ont été découvertes dans certains sites de stockage. HALO Trust les détruira au fur et à mesure ou lorsqu'elles auront été remises à HALO Trust ou aux Nations Unies.
- ³ Le principal problème de MNE a été découvert dans le nouveau camp d'Akouédo des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), à l'est d'Abidjan, où une importante explosion de munitions s'était produite. Source: HALO Trust.
- ⁴ Après la crise, le SLAM, MSB, le CICR, les FRCI et HALO Trust ont uni leurs efforts pour former des équipes de neutralisation et destruction des explosifs (NEDEX) et ont entrepris, pendant une période intensive de huit mois, une dépollution de champ de bataille (DCB) afin de résoudre le problème de la contamination par les MNE à Abidjan et dans les environs. Environ 90 pour cent de la contamination a été éliminée et une cellule d'intervention NEDEX a été mise en place au sein de la gendarmerie afin de prendre en charge les tâches localisées.
- ⁵ Par exemple, la Convention de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur les ALPC et les "International Ammunition Technical Guidelines" ou IATG (directives techniques internationales sur les munitions).
- ⁶ Pour de plus amples informations sur le rôle joué par le SLAM en matière de PSSM, veuillez consulter l'étude de cas du CIDHG sur le projet de réponse rapide du SLAM au Congo-Brazzaville.
- ⁷ "Chapter 7 - Reforming the Ranks: Public Security in a Divided Côte d'Ivoire" in Small Arms Survey 2011, résumé.
- ⁸ Savannah de Tessières (Small Arms Survey). Enquête nationale sur les armes légères et de petit calibre en Côte d'Ivoire. Les défis du contrôle des armes et de la lutte contre la violence armée avant la crise postélectorale, avril 2012. <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/C-Special-reports/SAS-SR14-CoteIvoire.pdf>
- ⁹ "Chapter 7 - Reforming the Ranks: Public Security in a Divided Côte d'Ivoire" in Small Arms Survey 2011: States of security. Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), Genève.
- ¹⁰ Le SLAM a consulté sa liste de partenaires préqualifiés; tous se préparaient à des opérations en Lybie, à l'exception de HALO Trust qui était disponible et qui était au bénéfice d'une expérience préalable de la gestion des stocks et de l'appui à des programmes de DDR.
- ¹¹ Les civils ont reçu un numéro de téléphone d'urgence à appeler pour signaler la présence de munitions non explosées ou de munitions explosives abandonnées.
- ¹² Selon la résolution du Conseil de sécurité 2000 (2011) sur la Côte d'Ivoire, le mandat de l'ONUCI inclut les éléments suivants: "Collecte des armes: – Continuer d'aider les autorités nationales, notamment la Commission nationale de lutte contre la prolifération et le trafic illicite d'armes légères, à rassembler, enregistrer, mettre en lieu sûr et éliminer ces armes de manière appropriée, et à détruire les restes explosifs de guerre, le cas échéant, conformément à la résolution 1980 (2011); – Aider le Gouvernement, en coordination avec d'autres partenaires, à élaborer et mettre en œuvre des programmes communautaires de collecte d'armes, qui doivent établir un lien entre la réduction de la violence et la réconciliation des communautés; – Veiller, en coordination avec le Gouvernement, à ce que les armes rassemblées ne soient pas dispersées ou réutilisées dans un cadre autre que la stratégie globale de sécurité nationale"; pour le texte complet, consulter l'adresse: <http://www.un.org/News/Press/docs/2011/sc10342.doc.htm>

- ¹³ UNMAS. "Statement of Work – Explosive Remnants of War and Physical Security and Stockpile Management in Côte d'Ivoire".
- ¹⁴ Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels, <http://www.unidir.org/pdf/articles/pdf-art2844.pdf>
- ¹⁵ Marlene Dupouy (SLAM). "Physical Security and Stockpile Management Assistance Programme Opportunities in West Africa: Combating Ineffective Stockpile Management in Ghana, Niger, Liberia, Guinea, Guinea Bissau, Mali, Burkina Faso and Mauritania." SLAM, 2012.
- ¹⁶ HALO Trust. "Final Report – Mine Action in Support of the Ivory Coast", 2011.
- ¹⁷ Cela consiste généralement en une remise en état des infrastructures et du matériel de stockage.
- ¹⁸ Les munitions dangereuses sont celles qui sont susceptibles d'être détériorées et qui présentent un risque élevé d'explosion.
- ¹⁹ HALO Trust. "Old Akouedo Ammunition Stores Assessment", novembre 2011.
- ²⁰ HALO Trust. "PSSM in Support of the Ivory Coast", Quarterly Project Report, janvier-mars 2012.
- ²¹ La distance de sécurité fait référence à la distance minimale admissible entre un siège potentiel d'explosion et un siège exposé. Voir la "International Ammunition Technical Guideline 02.20 Quantity and Separation Distances" UNODA 2011. [http://www.un.org/disarmament/convarms/Ammunition/IATG/docs/IATG02.20-Quantity_and_Separation_Distances\(V.1\).pdf](http://www.un.org/disarmament/convarms/Ammunition/IATG/docs/IATG02.20-Quantity_and_Separation_Distances(V.1).pdf)
- ²² HALO Trust. "Final Report – Mine Action in Support of the Ivory Coast", 2011.
- ²³ HALO Trust/UNMAS. "Ivory Coast Ammunition Management", 2011.
- ²⁴ "Reforming the Ranks: Public Security in a Divided Côte D'Ivoire" in Small Arms Survey 2011: States of Security. Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), Genève et Cambridge University Press, 2011.
- ²⁵ HALO Trust. "Old Akouedo Ammunition Stores Assessment", novembre 2011.
- ²⁶ HALO Trust. "A Guide to the Minimum Generic Specifications that are to be used on HALO Project Sites", 2012.
- ²⁷ UNMAS. "UNOCI Mine Action Component Annual Workplan, 1 July 2012-30 June 2013", daté du 17 février 2012.
- ²⁸ Entretien téléphonique avec Charles Frisby, Chef de programme du SLAM, 18 mai 2012.
- ²⁹ Sur la base d'entretiens réalisés avec le personnel du SLAM et de HALO Trust.
- ³⁰ UNMAS workplan, février 2012.
- ³¹ RTT News. "UN Destroys Hundreds of Small Arms and Light Weapons in Ivory Coast", 13 juillet 2012.
- ³² UNMAS/HALO Trust. "Best Practice Guide for Safe Storage of Ammunition", 20 décembre 2011.
- ³³ HALO Trust. "A Guide to the Minimum Generic Specifications that are to be used on HALO Project Sites", 2012.
- ³⁴ UNMAS. "Mine action Côte d'Ivoire (UNOCI), Monthly activity report", mars 2012; courrier électronique du SLAM daté du 16 juillet 2012.
- ³⁵ Mandat du Groupe de travail sur la PSSM, Côte d'Ivoire. Voir l'annexe 5 pour une copie du mandat.
- ³⁶ Ely Dieng, Chef de la Division RSS, ONUCI – Entretien, 4 mai 2012.
- ³⁷ Stockholm International Peace Research Institute, "UN arms embargo on Côte d'Ivoire", 3 mai 2012.
- ³⁸ Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération et la Circulation Illicite des Armes Légères et de Petit Calibre. Plan d'actions national de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des ALPC, 2012-2014.

ANNEXE 1 | PERSONNALITÉS RENCONTRÉES ET SITES VISITÉS

Charles Frisby | Chef de programme | SLAM

Chris Pym | Chef de programme | HALO Trust Côte d'Ivoire

Colonel Assamoua | Chef de la Division logistique (et point focal PSSM) | FRCI

Désiré Adjoussou | Contrôleur Général de police/Président | ComNat-ALPC

Ely Dieng | Chef | Division RSS | ONUCI

James Scott | Directeur de la construction | HALO Trust Côte d'Ivoire

Yeyson Villamil | HALO Trust Côte d'Ivoire

Leon Djokouehi | Secrétaire de la sous-commission Opération-Sécurité | ComNat-ALPC

Major Sam-bunny Chibwana | Officier supérieur d'état-major | DDR | Secteur d'Abidjan | ONU

Marlene Dupouy | Assistante spécialiste PSSM | SLAM

Nick Bray | Responsable mondial NEDEX | HALO Trust

Patrick M'bahia | Point focal Action contre les mines et ex-point focal PSSM | Gendarmerie

Pierre Lemelin | Chef de la gestion des munitions | SLAM

Richard Boulter | Élimination des armes et des munitions | Officier responsable | HALO Trust

Sophie da Câmara Santa Clara Gomes | Chef | Division DDR | ONUCI

Yaya Silue | Assistant logistique | SLAM

Siège de la police nationale, arrondissement Plateau

1^{er} bataillon de commandos-parachutistes des FRCI | Akouédo (ancien camp)

École nationale de police

Établissement général des Services des FRCI | Zone 4

1^{er} bataillon d'infanterie des FRCI | Akouédo (nouveau camp)

Commandement supérieur de la gendarmerie | Siège des opérations

Commandement supérieur de la gendarmerie

ANNEXE 2 | DÉCLARATION DE LA CEDEAO : EXTRAITS SE RAPPORTANT À LA PSSM

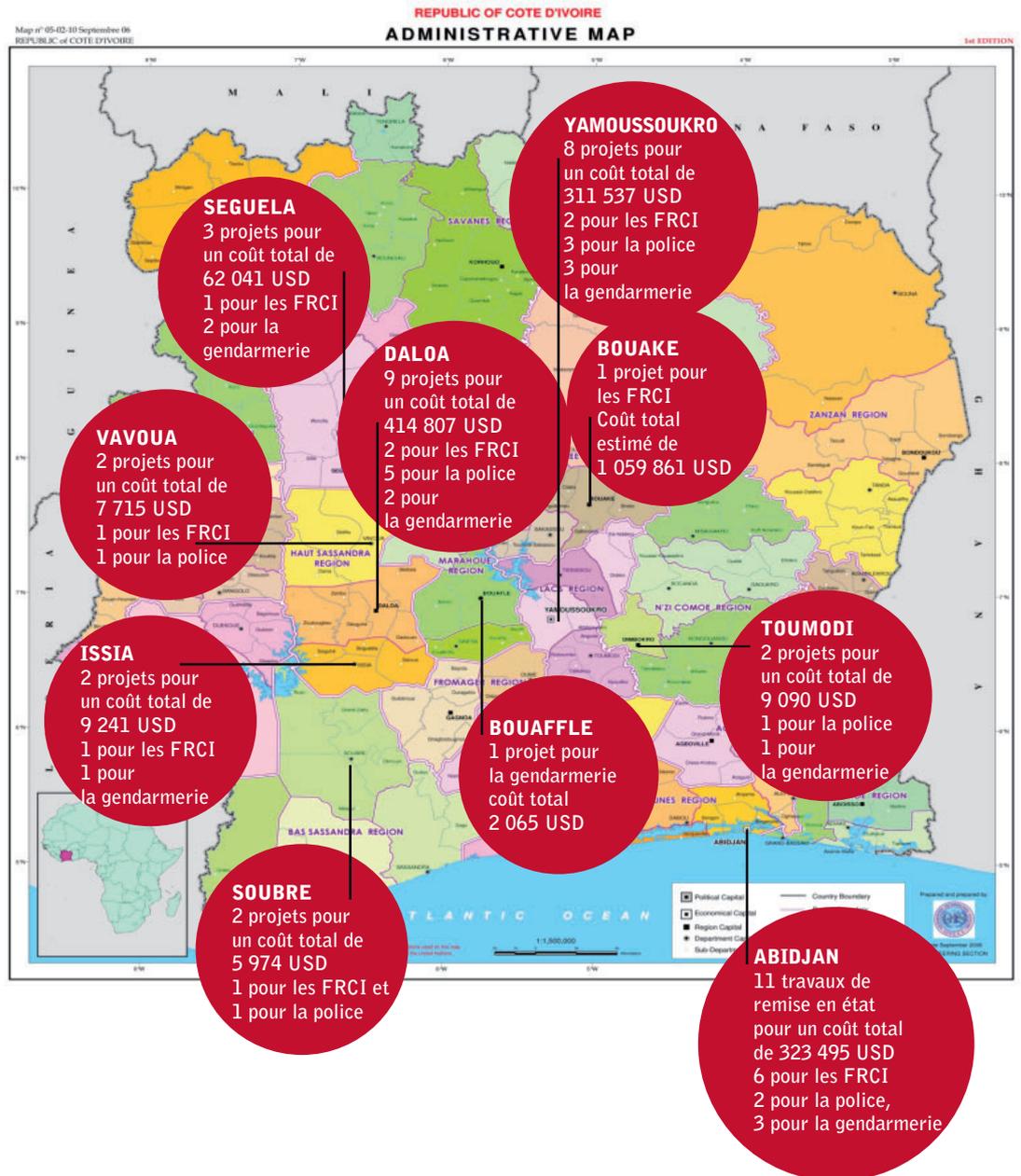
Article 16 | Gestion et sécurisation des stocks

1. Les États Membres prennent les mesures nécessaires pour assurer la gestion et l'entreposage sûrs et efficaces, et la sécurisation de leurs stocks nationaux d'armes légères et de petit calibre;
2. À cet effet, les États Membres définissent des normes et procédures efficaces pour la gestion, l'entreposage et la sécurisation des stocks. Ces normes et procédures prennent en compte:
 - a) le site approprié;
 - b) les mesures de sécurité physique des moyens d'entreposage;
 - c) la gestion de l'inventaire et la tenue de registre;
 - d) la formation du personnel;
 - e) la sécurité pendant la fabrication et le transport;
 - f) les sanctions en cas de vol ou de perte.
3. Les États Membres s'assurent que les stocks d'armes légères et de petit calibre des fabricants, des vendeurs ainsi que des particuliers sont entreposés d'une manière sécurisée et conformément aux normes et procédures appropriées;
4. Les États Membres s'engagent à examiner de façon régulière, conformément aux lois et règlements nationaux, les installations et les conditions de stockage des armes légères et de petit calibre détenues par leurs forces armées et de sécurité et autres organes autorisés en vue d'identifier, pour destruction, le surplus et les stocks obsolètes.
5. Le Secrétaire Exécutif s'assure, en collaboration avec les États Membres, que les normes et procédures efficaces relatives à la gestion du stock d'armes collectées dans le cadre des opérations de paix sont dûment respectées.

Article 17 | Collecte et Destruction

1. Les États Membres s'engagent à collecter et/ou détruire:
 - a) les armes qui constituent un excédent des besoins nationaux ou devenues obsolètes;
 - b) les armes saisies;
 - c) les armes non marquées;
 - d) les armes illégalement détenues;
 - e) les armes collectées dans le cadre de la mise en application des accords de paix ou de programmes de remise volontaire d'armes.
2. Toutes les armes collectées sont enregistrées, stockées, sécurisées, et/ou détruites.
3. Les États Membres s'engagent à promouvoir et/ou exécuter des programmes de remise volontaire d'armes.

ANNEXE 3 | CARTE DES TRAVAUX DE REMISE EN ÉTAT RÉALISÉS PAR HALO TRUST EN CÔTE D'IVOIRE



ANNEXE 4 | DOCUMENTS CONSULTÉS

Commission Nationale de Lutte Contre la Prolifération et la Circulation Illicite des Armes Légères et de Petit Calibre | Plan d'actions national de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des ALPC, 2012-2014.

HALO Trust

- > *PSSM in Support of the Ivory Coast* | Quarterly Project Report | January-March 2012
- > *A Guide to the minimum generic specifications that are to be used on HALO project sites* | 2012
- > Final Report | *Mine Action in Support of the Ivory Coast* | 2011
- > *Old Akouedo Ammunition Stores Assessment* | November 2011

Small Arms Survey

- > Savannah de Tessières | Enquête nationale sur les armes légères et de petit calibre en Côte d'Ivoire | Les défis du contrôle des armes et de la lutte contre la violence armée avant la crise post-électorale | Small Arms Survey | April 2012
- > *"Reforming the Ranks: Public Security in a Divided Côte d'Ivoire"* Chapter 7 in Small Arms Survey 2011: States of security | Graduate Institute of International and Development Studies | Geneva

SLAM

- > Marlene Dupouy | *Physical Security and Stockpile Management Assistance Programme Opportunities in West Africa: Combating Ineffective Stockpile Management in Ghana, Niger, Liberia, Guinea, Guinea Bissau, Mali, Burkina Faso and Mauritania* | SLAM | 2012
- > Statement of Work | *Explosive Remnants of War and Physical Security and Stockpile Management in Côte d'Ivoire* | 2012
- > *Mine action Côte d'Ivoire* (UNOCI) | Monthly activity report | March 2012
- > UNOCI Mine Action Component Annual Workplan | 1 July 2012-30 June 2013, 17 February 2012
- > UNMAS workplan | February 2012

UNMAS/HALO Trust. *Best Practice Guide for Safe Storage of Ammunition*, 20 December 2011

ANNEXE 5 | MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PSSM

CONTEXTE/CADRE INSTITUTIONNEL	Réforme du Secteur de la Sécurité / Groupe de Travail sur la Sécurité Physique et la gestion des stocks d'Armes et de Munitions
PÉRIODICITÉ	2 fois par mois
LIEU	Tournant (FRCI, ONUCI, GEND...). Prochaine réunion au COMNATCI.
ORGANISATEUR	Lié au lieu
PRÉSIDENT	Colonel Assamoua Guiezou (FRCI)
SECRETARIAT	Lieutenant Kone Drissa (FRCI) Monsieur Kore Philippe (COMNATCI)
FACILITATEUR	Monsieur Capiere (UNMAS)
COMPOSITION 16 MEMBRES	<ul style="list-style-type: none">a) Lieutenant Niangoran Comoe Nazaire de la DGEM (Ministère de la Défense);b) Lieutenant Kouame Ahoue M. de la Police (Ministère de l'Intérieur);c) Monsieur Kore Philippe (Commission Nationale de Lutte contre la Prolifération et la Circulation Illicite des Armes Légères et de Petit Calibre)d) Etat-major FRCI;(Col Assamoua Guiezou – Cdt Kouadio Koffi Marc - LTN NIAMIEN - LTN KONE DRISSA)e) COMTER (CDT MOUHO JEAN CHRISTOPHE)f) Gendarmerie;(CDT MBAHIA PATRICK)g) PNUD;(Monsieur HERVE GONSOLIN)h) UNMAS;(Monsieur CIPIERE)i) Partenaires de Mise en Œuvre (HALO Trust, MSB)j) (Joao Antunes de MSB, Boulter Richard et PYM Chris de HALO TRUST)k) Douanes à désignerl) Eaux et forêts (Colonel Mizan Zamble Bi Tah)m) Officier Liaison LICORNE (Lcl Rolet Xavier)n) Marine à désignero) Air à désigner
OBJECTIF	Constituer une plateforme d'échange sur les activités liées à la Sécurité Physique et à la Gestion des Stocks d'Armes et de Munitions afin d'uniformiser et mettre en œuvre les meilleures pratiques inhérentes à ces activités.

ANNEXE 5 | MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA PSSM

- OBJECTIF SPÉCIFIQUES**
- a) Echanger sur les meilleures pratiques relatives au marquage, inventaire, enregistrement et tenue de registres pour l'armement et les munitions;
 - b) Echanger sur les meilleures pratiques relatives à la sécurité physique des infrastructures de stockage d'armement et de munitions (dépôts, armureries et postes de sécurité);
 - c) Echanger sur les meilleures pratiques relatives à la gestion des stocks d'armes et munitions;
 - d) Planifier et rendre compte des activités du groupe de travail;
 - e) Informer et mobiliser les partenaires internationaux.

- RÉSULTATS ATTENDUS**
- > Nettoyage et dépollution de 100% des sites dangereux en Côte d'Ivoire;
 - > Sécurisation selon standard minimum et pertinent de 100% des sites stockages d'armes, munitions et explosifs en Côte d'Ivoire ;
 - > Marquage de 100% des ALPC gouvernementales;
 - > Installation de capacités nationales de destruction des ALPC gouvernementales;
 - > Mise en place de registres informatisés des ALPC à la Police, à la Gendarmerie, à l'Etat Major Général (AIR – Terre – Mer) et au Ministère de la Défense;
 - > Révision de tous les cadres réglementaires relatifs à l'acquisition, gestion, utilisation, destruction des ALPC au niveau de chaque institution;
 - > Elaboration de modules de formations des personnels en matière de gestion des ALPC et mise en place d'un plan de remise à niveau;
- Et de manière plus globale:
- > Le respect intégral des éléments de la Convention de la CEDEAO sur le contrôle des ALPC.

NOTES



Centre International de Déminage Humanitaire | Genève
Geneva International Centre for Humanitarian Demining

7bis, av. de la Paix | BP 1300 | 1211 Genève 1 | Suisse
t. + 41 (0)22 906 16 60 | f. + 41 (0)22 906 16 90
info@gichd.org | www.gichd.org